



Les Tablettes Lorraines
VOTRE HEBDOMADAIRE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DOSSIER SPÉCIAL

ÉCONOMIE de DEMAIN



BÂTIMENT

LE SECTEUR
SE CONJUGUE
AU FUTUR

INDUSTRIE

CAP
SUR L'INNOVATION
DE RUPTURE

ÉNERGIES RENOUVELABLES

LA FORCE
DE NOS CAMPAGNES ?



*Depuis 40 ans au services des
entrepreneurs du territoire*



Les Tablettes Lorraines
VOTRE HEBDOMADAIRE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

Sortie le
24 AVRIL
2023



PROCHAIN
DOSSIER SPÉCIAL
FORMATION

Contactez
Héloïse ETTINGER | Mobile: 06.22.94.16.98
h.ettinger@tabletteslorraines.fr

Bouclage le **19 avril 2023**



ÉDITO

Retour vers quel futur ? ■



«La bombe à retardement climatique poursuit son compte à rebours, mais ce rapport est un guide pratique pour la désamorcer, un guide de survie pour l'humanité.» Les mots d'Antonio Guterres, le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à l'occasion de la publication, le 20 mars dernier, du rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), sont anxieux mais ils sont justes. «Le changement climatique est une menace pour le bien-être de l'humanité et

la santé de la planète. Il existe une fenêtre d'opportunité pour garantir un avenir viable et durable pour tous, qui se ferme rapidement», note le rapport. «Les choix, et actions mises en œuvre dans cette décennie vont avoir des impacts maintenant et pour des milliers d'années.» L'économie de demain (et le reste d'ailleurs) n'existera que si, enfin, les recommandations du GIEC ne soient pas seulement entendues mais réellement appliquées. Réduction de la destruction d'espaces naturels, mise en place réelle d'un régime alimentaire soutenable (moins de viande, moins de déchets), l'isolation des bâtiments, le développement des transports en commun, sont autant de pistes à suivre et autant d'opportunités d'activité et de développement pour les entreprises qui auront réellement pris le virage de cette innovation de rupture nécessaire. Dans cette logique, l'écosystème entrepreneurial commence lentement sa mue. Il reste que cette prise de conscience (bien tardive) se résume, trop souvent, à un greenwashing vendeur additionné à un socialwashing où la fameuse RSE (Responsabilité sociétale des entreprises) est juste devenue un argument marketing. Atteindre le zéro carbone à l'horizon 2050 est tout simplement mission impossible. Il faudrait arrêter maintenant les émissions de CO₂. Le réchauffement climatique ne s'arrêtera pas, la machine est lancée. La seule chose réalisable est de tenter de limiter ces émissions. Pour contenir le réchauffement à + 1,5°C à la fin du siècle, il faudrait avoir réduit les émissions de près de 50 % d'ici 2030 par rapport au niveau de 2019. Seule reste l'adaptation à un futur environnement hostile et ravageur. Un seul mot d'ordre à tous les niveaux, et la sphère économique est loin d'échapper à la règle : sobriété ! Il y aura celles et ceux qui l'auront compris, et les autres...

Emmanuel VARRIER

« L'économie de demain n'existera que si, enfin, les recommandations du GIEC ne soient pas seulement entendues mais réellement appliquées. » »

Sommaire

Prospectives : l'ère de la sobriété économique ?	10
Bâtiment : le secteur se conjugue au futur	12
Économie sociale et solidaire : vers une ère de l'ESS washing ?	14
Industrie : une innovation de rupture basée sur la proximité locale	16
Innovation sociale : la locomotive de l'économie de demain	18
Finance verte : un levier pour réussir la transition écologique	20
Économie circulaire : une approche novatrice pour une économie plus durable	21
Transition énergétique : les ENR : la force de nos campagnes	22
Économie verte : quels avantages pour les entreprises ?	24
Énergie : Hydrogène vert : des avancées prometteuses	26
Prospectives : débriefing du CES : quoi de neuf dans le futur ?	27

SCANNEZ MOI
et retrouvez 100 %
de nos annonces légales
parues sur nos différents supports
habilités (web et papier).

Pour plus d'informations : contactez Héloïse Ettinger : 06.22.94.16.98 ou h.ettinger@tabletteslorraines.fr



PROSPECTIVES

L'ère de la sobriété économique ? ■

MUTATIONS TOUTES ! INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, NUMÉRIQUE, TRANSITION ÉCOLOGIQUE, ÉVOLUTIONS SOCIÉTALES, RAPPORT AU TRAVAIL, L'ÉCONOMIE DE DEMAIN SE CONSTRUIT JOUR APRÈS JOUR. TOUS LES SECTEURS D'ACTIVITÉS SONT IMPACTÉS, LES TRADITIONNELS BTP, INDUSTRIE, SERVICES, COMMERCE DOIVENT FAIRE FACE À UNE ÉVOLUTION CONSTANTE. SI LA RÉSILIENCE S'AFFICHE TOUJOURS COMME D'ACTUALITÉ, C'EST LA SOBRIÉTÉ À TOUS LES NIVEAUX QUI APPARAÎT S'AFFIRMER COMME LE MODÈLE À SUIVRE.



Performante, durable et inclusive ! C'est le triptyque aujourd'hui mis en avant dressant le tableau de l'économie de demain. Pas un scoop, l'économie et ses acteurs sont aujourd'hui confrontés à de nombreux défis liés au choc de pandémie de la Covid-19 mais également à des mutations plus longues et plus profondes. Sur le papier, tout le monde apparaît conscient que les choses se doivent de bouger mais entre la théorie et la pratique, il y a tout de même un sacré fossé. Décarboner les entreprises, encourager à consommer moins mais mieux, rendre la fameuse sobriété compétitive, faire de l'État un acteur exemplaire, replacer la finance au service de l'humain, investir massivement dans les entreprises sobres, soutenir la transformation de nos territoires, remettre du sens et de la mesure dans la distribution des richesses créées, circulariser l'économie et développer l'innovation sobre. À la lecture des dix propositions, à l'intention du monde politique, issues des Universités d'été de l'économie de demain (mouvement de réseaux d'entrepreneurs, de décideurs politiques et d'acteurs économiques et sociaux né en 2019 dont une édition s'est déroulée en septembre 2021 à Nancy : NDLR), il est certain que les pistes aujourd'hui à suivre sont nombreuses et tout simplement nécessaires. Au niveau régional et local, tous les secteurs d'activité semblent aujourd'hui être en marche (contrainte ou choisie) pour tenter d'y parvenir.

CHANGEMENT DE CODES

Mi-juin à Nancy, la Fédération française du bâtiment tiendra son congrès national et il apparaît certain que cette thématique des perspectives d'avenir de la profession seront mises en avant. Du côté de l'industrie, l'innovation de rupture avec une volonté de renforcer l'ancrage local sont aujourd'hui les deux mots d'ordre comme devrait le faire ressortir l'événement Proxi-indus au parc des expositions de Metz début juin. À l'occasion d'un déplacement en janvier dernier sur le campus Brabois-Industrie, Sylvie Retailleau, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et Roland Lescure, ministre délégué à l'industrie assuraient d'une même voix que «l'innova-

tion technologique était le nerf de la guerre de l'économie du XXI^e siècle. Le lien entre l'innovation et la réalité industrielle est primordial.» Une innovation technique, en mettant réellement en interaction les différents acteurs mais également une innovation sociale. Dans ces périodes de changements de codes, d'évolution des mentalités sociétales, le modèle même de l'ESS (Économie sociale et solidaire) est lui aussi mis en avant et de plus en plus boosté s'affichant quasiment, pour certains, comme le modèle à mettre en place pour atteindre cette fameuse économie responsable. «Dans le climat actuel, l'ESS s'affiche comme un moteur d'un changement nécessaire de l'économie pour la rendre plus soutenable et plus humaine. Toutes les initiatives qui façonnent l'ESS doivent gagner en ampleur, trouver les chemins de l'innovation pour ouvrir la voie à un avenir choisi et faire en sorte que l'ESS soit contributrice à constituer un pilier de l'économie de demain», assure Chaynesse Khirouni, la présidente du Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle. Un nouveau monde économique serait donc en marche dans lequel la structure même de l'entreprise se doit, selon cette logique, d'entamer sa mue. Après la résilience (toujours d'actualité) mise en avant à tout va pendant la période de la crise sanitaire et aujourd'hui avec la crise énergétique et celle économique et sociale qui est réellement en



«Après plusieurs prises de conscience, liée aux différents épisodes conjoncturels et sociétaux, l'économie semble se chercher un nouveau cap. Après une période de résilience, encore active, l'écosystème entrepreneurial pourrait prendre la route de la sobriété.»

train de s'installer, le mot d'ordre résonnant dans quasiment tous les discours et celui de sobriété. Quid alors de l'entreprise sobre ? Les têtes pensantes des Universités de l'économie de demain ont dressé, dans leur manifeste dix commandements à destination des entreprises «pour engager l'économie sur le chemin d'une nouvelle prospérité grâce à la sobriété», comme l'indique le Mouvement Impact France regroupant une trentaine de réseaux d'entrepreneurs engagés dans cette démarche.

LES DIX COMMANDEMENTS...

Baisser sa consommation d'énergie : «en réduisant notamment son empreinte carbone et adopter un plan de réduction aligné sur les accords de Paris.» Favoriser autant que possible le recours à l'économie circulaire : «intégrer au moins la moitié des matériaux ou produits utilisés par l'entreprise d'origine recyclée ou de seconde main, développer l'ensemble des nouveaux produits en éco-conception et sur les produits existants appliquer une démarche d'éco-conception pour au moins un quart.»

Big tech : retour à la normale ■

Redescende sur terre pour les secteurs de la tech et surtout de la big tech ! Après avoir atteint une quasi apogée (notamment en terme boursier), c'est l'heure de la normalisation pour ces secteurs en hyper croissance. Au niveau local, certaines start-up, et entreprises confirmées, ont commencé à enregistrer plusieurs signes de faiblesse. La tech pour la tech semble avoir vécu. Dans le contexte actuel, plusieurs observateurs le constate. «Ce qui était une hyper croissance de la technologie se heurte à un mur d'incertitude majeur. Une croissance plus lente, avec la perspective d'une récession macro-économique, pousse certaines entreprises du numérique à réduire les coûts pour la première fois depuis la crise financière de 2008-2009. Le secteur de la tech n'est plus immunisé», assure un analyste financier.





Communiquer sobrement : «en refusant toute campagne trompeuse à l'image du greenwashing et du socialwashing et participer à la désaturation des sollicitations marketing, notamment en ligne, développer la transparence sur les impacts écologiques et sociaux de chaque produit et de leur mode d'acheminement pour le e-commerce.» Développer une stratégie de long terme, en ligne avec les logiques planétaires : «en augmentant la part du chiffre d'affaires générée par des activités liées à l'économie d'usage, en substitution à la production matérielle.» Répondre aux besoins essentiels plutôt que d'en créer : «en intégrant une mission écologique et sociale au cœur de la stratégie de l'entreprise et l'inscrire de manière statutaire, lier la création de nouveaux produits à la réponse à un réel besoin écologique et social et les concevoir de manière acces-

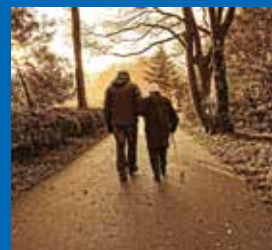
sible à tous.» Développer une stratégie R&D centrée sur l'innovation frugale : «en intégrant aux consortiums de recherche partenariale des entreprises à impacts inscrites dans des dynamiques de sobriété.» Relocaliser les activités et les emplois : «en choisissant notamment plus de deux tiers de ses fournisseurs dans la région, en France ou en Europe.» Développer un écosystème sobre : «avec notamment plus de 10 % d'achats réalisés auprès des partenaires agréés, certifiés ou labellisés.» Réduire les inégalités en intégrant une répartition équitable de la valeur : «en choisissant des écarts de rémunération transparents et équitables suivant la taille de l'entreprise.» Faire des salariés le fer de lance de la sobriété : «en embauchant un pourcentage de salariés en situation de fragilité (chômeurs de longue durée, personnes en situation de handicap), former 100 % des salariés à la

transition écologique.» Ces fameux commandements pour les entreprises, acteurs de l'économie de demain, peuvent, chez certains, faire sourire ou être apparentés à une jolie utopie de doux rêveurs ! Reste que sur nos territoires, ils se mettent réellement en place et cela à tous les niveaux. La notion de réemploi, de reconditionnement, d'amélioration des consommations énergétiques, d'inclusion et d'insertion des personnes fragiles, sont aujourd'hui entrés au cœur de l'écosystème entrepreneurial. Au point, et cela sera sûrement l'une des dérives à surveiller de ces pseudos prises de conscience, d'en devenir une véritable manne de marchés pour certains opportunistes. L'économie de demain se construit dès maintenant. Il apparaît certain que les renoncements d'aujourd'hui pourraient bien devenir les revenus et bénéfices de demain.

Emmanuel VARRIER

Silver économie : pas de retraite en vue ■

En 2060, plus d'un Français sur trois aura plus de 60 ans ! Ils ne seront pas encore en retraite mais cette vieillesse florissante est aujourd'hui un levier économique indéniable créatrice d'emploi. Aides à la personne, technologie au service de la vieillesse, formation des auxiliaires de vie, construction d'habitats collectifs, rénovation de bâtiments publics et privés pour une plus grande accessibilité sont autant de domaines où l'activité dans les années à venir devraient être booster. La génération silver représenteraient, rien dans l'Hexagone, un marché de près de 150 milliards d'euros.



Les Tablettes Lorraines
VOTRE HEBDOMADAIRE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL



Professionnels du Chiffre et du Droit
Gagnez du temps en créant gratuitement votre compte professionnel.

Rendez-vous sur www.tablettespro.fr

Votre annonce légale EN LIGNE

- > Publiez dans toute la France
- > Devis instantané
- > Attestation officielle immédiate

Je publie mon annonce Légale






BÂTIMENT

Le secteur se conjugue au futur ■

LE CONGRÈS NATIONAL DE LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DU BÂTIMENT SE TIENDRA MI-JUIN À NANCY. L'OCCASION POUR LES PROFESSIONNELS DE FAIRE LE POINT SUR LA CONTINUITÉ DE L'ADAPTATION DU SECTEUR FACE AUX DIFFÉRENTS ENJEUX ACTUELS. RESTE QU'À CÔTÉ DES DÉFIS DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET AUTRE ADAPTATION DIGITALE ET NUMÉRIQUE, LE QUOTIDIEN, BIEN QUE CONJONCTURELLEMENT ENCORE POSITIF, EST TOUT AUTRE. LE POINT AVEC ALBAN VIBRAC, LE PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DU BTP DE MEURTHE-ET-MOSELLE.

 En juin prochain, Nancy sera la capitale nationale du bâtiment ! La Fédération française du bâtiment (FFB) pilotée par Olivier Salleron (réélu le 17 mars), tiendra son congrès national dans la cité ducal les 15 et 16 juin prochains. L'occasion pour les professionnels de faire un point sur les différentes adaptations, aujourd'hui en marche, du secteur dans un climat conjoncturel actuellement encore avantageux. Hormis la sphère de la construction de maisons individuelles et des logements neufs, les indicateurs sont (encore) au vert. «*Nous avons aujourd'hui six mois de carnets de commandes mais le problème actuel, c'est l'indécision rencontrée de la part de certains donneurs d'ordre aussi bien publics que privés. Nous avons tout simplement du mal à engager des travaux, nous sommes en train de vivre une véritable mutation des marchés*», assure Alban Vibrac, le président de la Fédération du BTP de Meurthe-et-Moselle. Le tout avec en toile de fond une bataille générale sur les prix. «*Du côté des donneurs d'ordre publics, il est clair qu'ils recherchent des prix et toujours le moins-disant*» Une donne pas vraiment nouvelle mais qui, dans une ambiance générale de tension toujours présente (même si elle s'est atténuée) sur les matériaux et leur approvisionnement, entraîne une nouvelle approche des marchés pour les professionnels. La flambée des prix de l'énergie accentue cette nou-

velle approche. «*Bon nombre d'entreprises ne répercutent pas encore cette hausse et c'est la course à la prise de marchés. Dans certaines affaires, on voit des pratiques de prix entre 20 et 30 % moins cher.*» Le secteur demain semble alors devoir jouer avec ces nouvelles approches où «*les critères d'exigence sont de plus en plus importants.*»

INNOVATION ET MIX-ÉNERGÉTIQUE

Un état de fait déjà mis en avant il y a quelques mois par la Commission stratégique et prospective de la Fédération française du bâtiment. Elle a dressé cinq scénarios possibles à l'horizon 2035 (présentés notamment en octobre dernier à l'occasion de l'assemblée générale de la Fédération du BTP de Meurthe-et-Moselle). Certains considèrent que l'urgence écologique sera plus intense et dessinera de nouveaux modèles économiques. D'autres que la crise du logement provoquera un réel choc de l'offre ou encore que le secteur du bâtiment sera radicalement transformé sous l'effet d'une économie ouverte et fortement numérisée. L'ensemble de ces prospectives devrait être, de nouveau, au cœur du futur congrès national de la FFB mi-juin à Nancy. D'ici 2035, le secteur doit aujourd'hui faire face, et surtout répondre, à la transition énergétique tout comme



«*Nous avons tout simplement du mal à engager des travaux, nous sommes en train de vivre une véritable mutation des marchés*», assure Alban Vibrac, le président de la Fédération du BTP de Meurthe-et-Moselle.

le développement souhaité du photovoltaïque ou encore les importants travaux que la filière du nucléaire va apporter en termes d'activité. Des moteurs de croissance d'activité certains tout comme les importants programmes d'aménagements et de construction programmés. «*Si vous prenez juste comme exemple, le territoire de la Métropole du Grand Nancy, le secteur a plus de dix ans de travaux devant lui*», assure Alban Vibrac. CHRU de Brabois, future cité judiciaire sur l'ancien site Alstom dans le quartier Oberlin de Nancy en passant par le traitement des friches industrielles et autres, l'activité future semble être présente et c'est l'ensemble de la filière qui pourrait en bénéficier à l'image du projet Nancy Thermal (dont l'ouverture est prévue pour ce 1^{er} avril). «*Nancy Thermal a été porté par le major Bouygues et les différents chantiers ont bien ruisselé sur l'écosystème des PME locales.*» L'avenir du secteur passera par ce type d'opération mais surtout par la capacité des acteurs de la filière à s'adapter aux nouvelles exigences (avec en tête de liste le mix-énergétique) grâce à une maîtrise de l'innovation quasi continue.

Emmanuel VARRIER

«*Dans l'avenir, les critères d'exigence seront de plus en plus importants.*»

Recrutement et climat social ■

Flambée des prix de l'énergie, des matériaux, difficultés d'approvisionnement ! Des réalités et de grosses contraintes, même si pour les deux dernières les choses apparaissent s'améliorer, mais le problème majeur à l'instant T «*c'est le climat social au sein de nos entreprises*», assure Alban Vibrac, le président de la Fédération du BTP de Meurthe-et-Moselle. «*C'est quasiment un climat de suspicion qui s'est installé avec des difficultés de recrutement certaines et des collaborateurs aux nouvelles exigences.*» Une donne, présente dans bon nombre de secteurs, face à laquelle il va bien falloir réellement s'intéresser histoire d'envisager un avenir serein.

LA FFB, UN RÉSEAU SANS ÉQUIVALENT!



Présente dans toutes les régions
et départements, la FFB rassemble
50 000 adhérents, dont
35 000 artisans, dans 32 métiers

#1JEUNE1SOLUTION



ADHÉRER À LA FFB ?

Contactez-nous : contact@d54.ffbatiment.fr ou au 03-83-30-80-73.

Plus d'infos sur notre site internet : www.btp54.ffbatiment.fr





ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Vers une ère de l'ESS washing ? ■



© Emnie Lorraine

L'ESS entend s'affirmer comme une économie à part entière. Son modèle, conciliant performance économique et utilité sociale, fait écho aux valeurs de quête de sens aujourd'hui ancrées dans la société.



L'ESS, le modèle des entreprises de demain ? La question se pose mais pour bon nombre elle n'a pas plus raison d'être posée car la réponse se veut tout simplement affirmative. «L'Économie sociale et solidaire n'est pas une économie à part, c'est une économie à part entière (...) Dans le climat actuel, elle s'affiche comme un moteur d'un changement nécessaire de l'économie pour la rendre plus soutenable et plus humaine. Toutes les initiatives qui façonnent l'ESS doivent gagner en ampleur, trouver les chemins de l'innovation pour ouvrir la voie à un avenir choisi et faire en sorte que l'ESS soit contributrice à constituer un pilier de l'économie de demain.» C'était en novembre dernier à l'occasion du lancement du Mois de l'ESS et du Village des solutions de demain au siège du Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle, Chaynesse Khirouni, présidente de l'exécutif départemental, mettait en avant l'ADN social et solidaire du Conseil départemental meurthe-et-mosellan. Depuis plusieurs années, l'importance de

DANS UN CLIMAT CONJONCTUREL ET SOCIAL OÙ LA QUÊTE DE SENS S'EST AFFIRMÉE BEAUCOUP PLUS QU'UNE SIMPLE VALEUR, L'ESS (ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE) A GAGNÉ SES LETTRES DE NOBLESSE SE CONJUGUANT AUJOURD'HUI AU PLURIEL AU POINT D'EN PERDRE SON ÉTYMOLOGIE PROPRE. ENTRE CONCEPT DE L'ÉCONOMIE DE DEMAIN ET BUSINESS FLEURISSANT RÉCUPÉRÉ, LA FRONTIÈRE EST PARFOIS DÉLICATE À DÉCELER.

L'ESS n'est plus à faire dans le département et d'une manière générale dans la région. La Région Grand Est s'affiche comme la sixième région de France en nombre d'emplois (pas loin de 200 000 salariés et près de 16 000 établissements employeurs). «Notre collectivité mène une action volontariste en faveur de ce secteur. C'est un levier important de développement territorial d'innovation et de cohésion sociale. En 2023, nous souhaitons renforcer nos interventions en les consolidant avec celle de la Région Grand Est qui nous déléguera ses moyens d'actions sur le territoire meurthe-et-mosellan nous permettant de faire davantage et s'épanouir de nouvelles initiatives», ajoutait Chaynesse Khirouni à l'occasion de la cérémonie des vœux de l'exécutif départemental mi-janvier.

UN CHAMP ÉVOLUTIF

Au sein de l'exécutif départemental, une délégation spécifique à l'ESS est aujourd'hui présente. Objectifs affichés : sensibiliser, accompagner, structurer et valoriser les acteurs et entrepreneurs de ce secteur. L'ESS rassemble les entreprises qui cherchent à concilier performance économique et utilité sociale. «Elle est composée des activités de production, de transformation, de distribution, d'échange et de consommation de biens et services sous la forme de coopératives, mutuelles, unions, fondations, associations ou sociétés commerciales sous certaines conditions», à

en croire la définition donnée par la Cress (Chambre régionale de l'Économie sociale et solidaire) Grand Est. Reste qu'aujourd'hui le secteur même de l'ESS attire bon nombre de convoitises du fait que ses valeurs sont aujourd'hui recherchées et semblent réellement faire écho dans une société en quête, quasi virale, de sens. «Le champ de l'ESS a évolué ! Auparavant, il était, disons réservé à une certaine catégorie d'entreprises et de structures où la notion de privilégier l'humain et non le capital en affectant les excédents au développement du projet était le principal moteur. Aujourd'hui, on voit bien que certaines entreprises ont saisi cette opportunité et commencent à investir ce segment», assure le directeur général d'une entreprise régionale pionnière de l'économie circulaire. «Depuis la crise sanitaire, les confinements, les valeurs mêmes de l'ESS se sont rapidement révélées notamment dans les comportements de consommation avec par exemple l'explosion de la seconde main. Certains y voient juste un marché, bien loin des principes fondateurs et moteurs de l'ESS au sens noble du terme», explique un professionnel d'une entreprise d'insertion par l'activité économique. Un genre «d'ESS washing» serait-il en train de se mettre en place ? Sans aucun doute ! L'ESS, une économie à part entière, c'est dans cette logique une quasi-certitude mais attention à ce qu'elle ne perd pas son âme...

Emmanuel VARRIER



L'Économie sociale et solidaire n'est pas une économie à part, c'est une économie à part entière (...). Dans le climat actuel, elle s'affiche comme un moteur d'un changement nécessaire de l'économie pour la rendre plus soutenable et plus humaine.

Chaynesse Khirouni, présidente du Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle.



L'ESS en Grand Est ■

Avec 215 793 salariés (soit 11,3 % des emplois salariés de la région), répartis dans 16 448 établissements employeurs (dont 81 % sont des associations), la Région Grand Est s'affiche comme la 6e région de France en matière d'Économie sociale et solidaire. Le secteur représente 5,4 milliards d'euros de masse salariale. Depuis la loi du 31 juillet 2014, l'ESS est reconnue comme un mode d'entreprendre différent.



**Dirigeants de structure associative,
Nous vous accompagnons
dans votre projet d'utilité
sociale et solidaire**

Et si on en discutait ?

Yzico.fr



Comptabilité & Gestion
Juridique & Fiscalité
Social & RH
Dirigeant & Vie personnelle
Audit & Organisation
Digital & Innovation



INDUSTRIE

Une innovation de rupture basée sur la proximité locale ■

RÉINDUSTRIALISATION ! HISTOIRE DE RETROUVER SA SOUVERAINETÉ, L'HEXAGONE TENTE, VAILLE QUE VAILLE, DE DÉVELOPPER DES SYNERGIES POUR ABOUTIR À CET OBJECTIF PLUS QUE VITALE POUR L'ÉCONOMIE DES TERRITOIRES. DANS LA RÉGION, LES INDUSTRIELS OPTENT SURTOUT POUR LE MAINTIEN DES ACTIVITÉS AVEC LA MISE EN PLACE D'UNE PLATEFORME INTERACTIVE DE BONNES PRATIQUES ENTRE PROFESSIONNELS EN ABATTANT LA CARTE DE LA PROXIMITÉ. CETTE APPROCHE FAIT RÉSONNANCE À L'IMAGE DE L'ÉVÉNEMENT RÉGIONAL, PROXI INDUS ORGANISÉ AU PARC DES EXPOSITIONS DE METZ DÉBUT JUIN.



De la proximité et un genre de circuit court version industriels, sinon rien ! À côté des différents engagements, et politiques gouvernementales mises en œuvre pour atteindre cette fameuse réindustrialisation du pays, à coups de grands programmes à l'image du Plan DeepTech visant à faire émerger 500 start-up à l'horizon 2030 histoire de rapprocher les industriels des laboratoires de recherche ou encore le fameux choc de réindustrialisation menée par le plan France 2030 (pas loin de 50 milliards d'euros au total), plusieurs initiatives nées de la filière même sont également présentes. Dans la région, l'UIMM (Union des industries et métiers de la métallurgie) Lorraine s'affiche comme un des moteurs de ces nouvelles avancées nécessaires, histoire «*que l'industrie retrouve la place où elle se doit d'être*», comme l'assurait Hervé Bauduin, le président de l'UIMM Lorraine, à l'occasion de l'ouverture de l'événement Show Industrie au parc des expositions de Metz. Une opération séduction version BtoC nécessaire, notamment à destination du jeune public afin de tenter de capter de futurs collaborateurs dans les années à venir. «*Pour être*

vivant demain et ne pas mourir aujourd'hui, les compétences dans nos entreprises sont notre seul salut.» Reste l'angle Business to business, et là la filière abat la carte des synergies de compétences et du travail en proximité. Au début du mois de mars, l'UIMM lançait, au niveau national, sa plateforme : www.lindustrie-connecte.fr.

CHARTRE DU REBOND INDUSTRIEL

Cette plateforme est réservée aux seuls industriels adhérents d'une UIMM territoriale et elle permet de mettre en relation les industriels, d'accélérer le développement de nouveaux partenariats techniques et de faciliter les échanges et les partages de pratiques. Chef de file de cette plateforme, l'UIMM Lorraine suite au constat établi par Hervé Bauduin au printemps 2020 avec le lancement de la charte du Rebond industriel avec une douzaine d'engagements pour relancer le secteur avec deux angles principaux : mettre en place des cercles d'excellence industriels et permettre la mise en relation facile et simple entre les différents acteurs de la filière. «*Aujourd'hui, plus de 90 % des industriels veulent échanger entre indus-*



À côté des grands plans de réindustrialisation, la filière industrielle régionale entend renforcer les mises en relations entre les différents acteurs de l'écosystème local pour contribuer au développement économique territorial.

triels pour faire progresser leur performance. Ils souhaitent se retrouver, échanger et partager de bonnes pratiques et des expériences ou encore trouver des partenaires locaux pour leurs approvisionnements», assure l'UIMM Lorraine. Partenaires locaux ! Le terme est lancé et c'est bien cet ancrage territorial, l'ensemble de l'écosystème qui le compose, qui s'affirme comme l'un des nerfs de la guerre du développement (et surtout du maintien) d'une filière industrielle forte dans le périmètre régional. Histoire de renforcer ces relations d'industriels locaux entre industriels locaux, l'événement Proxi Indus (annoncé du 6 au 7 juin au parc des expositions de Metz et organisé par GL Events) entend apporter un début de solutions. «*Accompagner les entreprises locales, de toute taille, dans leur recherche de nouveaux partenaires de proximité ou d'approvisionnement en circuit court, c'est la volonté de ce nouvel événement professionnel en format hybride associant un salon d'exposition et des rendez-vous d'affaires*», assurent les organisateurs. Cette première édition entend rassembler près de deux cents exposants, organiser jusqu'à 3 000 rendez-vous d'affaires organisés sur les stands entre les industriels de la région et les exposants, et attend près de deux mille visiteurs. Une mise en relation directe de l'offre technologique de pointe développée en local et les décideurs industriels du territoire. De la proximité, de l'ancrage local avant tout, le reste suivra, logiquement...

Emmanuel VARRIER



L'innovation technologique, c'est le nerf de la guerre moderne de l'économie du XXI^e siècle, le lien entre l'innovation et la réalité industrielle est primordiale.

Roland Lescure, ministre délégué à l'Industrie et Sylvie Retailleau, ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche



Le salut de l'innovation ■

«*L'innovation technologique, c'est le nerf de la guerre moderne de l'économie du XXI^e siècle, le lien entre l'innovation et la réalité industrielle est primordiale.*» Le 9 janvier dernier, Roland Lescure, ministre délégué à l'Industrie et Sylvie Retailleau, ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, annonçaient sur le campus Brabois-ingénierie de l'Université de Lorraine du plan DeepTech à hauteur de 500 M€. Objectif affiché notamment : créer plus de 500 start-up dans le secteur d'ici 2030.



UIMM

PÔLE FORMATION
Lorraine

LA FABRIQUE
DE L'AVENIR

DEMAIN SE CONSTRUIT AUJOURD'HUI

avec le pôle formation UIMM Lorraine !



Source : Shutterstock

DES FORMATIONS SUR MESURE, ADAPTÉES AUX ÉVOLUTIONS DE VOS SOCIÉTÉS !

Robotique, cobotique, Intelligence artificielle, cybersécurité, closed door machining, robot orbital de soudage, réalité augmentée au service de la maintenance, drone télépiloté, aménagement virtuel d'espace de travail...

CONTACT : 03.83.95.35.28

commercial@formation-industries-lorraine.com

www.formation-industries-lorraine.com



Pôle formation UIMM Lorraine



INNOVATION SOCIALE

La locomotive de l'économie de demain ■

APPARUE DANS LES ANNÉES 1960, L'INNOVATION SOCIALE N'A COMMENCÉ À SE DÉVELOPPER QUE DEPUIS UNE DÉCENNIE. PORTÉ PAR DES THÉORICIENS DU MANAGEMENT ET DES ENTREPRENEURS SOCIAUX, CE NOUVEAU MODÈLE ÉCONOMIQUE S'IMPOSE AUJOURD'HUI COMME UN MOTEUR DE L'ÉCONOMIE DE DEMAIN.



Il existe aujourd'hui plusieurs définitions de l'innovation sociale, mais la plus commune reste celle du Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire (CSESS) «L'innovation sociale consiste à élaborer des réponses nouvelles à des besoins sociaux nouveaux ou mal satisfaits dans les conditions actuelles du marché et des politiques sociales, en impliquant la participation et la coopération des acteurs concernés, notamment des utilisateurs et usagers. Ces innovations concernent aussi bien le produit ou service, que le mode d'organisation, de distribution, dans des domaines comme le vieillissement, la petite enfance, le logement, la santé, la lutte contre la pauvreté, l'exclusion, les discriminations...» Faisant appel à l'intelligence sociale et collective, l'innovation sociale constitue aujourd'hui un levier incontournable du développement économique. Selon une étude menée par ESS France, en janvier 2021, l'économie sociale et solidaire représente 14 % de l'emploi salarié privé, avec 2,4 millions de salariés. Ces derniers travaillent dans plus de 220 000 établissements sous différentes formes : associations, coopératives, mutuelles et fondations. Dans le contexte actuel, les politiques publiques jouent un

rôle essentiel pour favoriser l'émergence de l'innovation sociale, notamment par l'application des mesures budgétaires, législatives et fiscales.

LES ENJEUX SOCIÉTAUX

L'innovation sociale répond à plusieurs problématiques en lien avec l'emploi, la santé, le logement, la petite enfance, le vieillissement, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, etc. Elle peut être un moyen crucial pour instaurer de nouvelles politiques publiques, moderniser les services publics, favoriser l'emploi et encourager la cohésion sociale. Plusieurs projets ont été développés en ce sens, par exemple l'inclusion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi ou en situation de handicap, l'élaboration des plateformes de financement participatif pour soutenir des projets sociaux et la création de réseaux de producteurs pour faciliter l'achat de produits locaux et favoriser le circuit court.

LES ACTEURS DE L'INNOVATION SOCIALE

Générateur de développement économique, l'innovation sociale repose sur l'interaction entre les différents acteurs de l'économie qu'ils soient citoyens, pouvoir public, collectivités territoriales, associations loi 1901, fondations d'entreprises, entreprises sociales et inclusives ou encore entreprises classiques. Unis tous pour initier des démarches participatives et collabora-

tives afin de répondre aux besoins sociaux en évolution, ces acteurs ont besoin d'un accompagnement adapté pour être bien orientés, trouver une source de financement et tracer une stratégie de développement. Pour mener à bien leurs projets, ils doivent identifier les bons interlocuteurs (collectivités territoriales, incubateurs, start-up spécialisées en accompagnement...) et bien présenter le projet en mettant en avant ses points forts et son caractère innovant et social. Pour réussir cette étape, ils pourront s'appuyer sur divers outils tels que, la liste d'orientations de caractérisation de l'innovation sociale entrepreneuriale. Établie en 2017 par le Conseil supérieur de l'Économie sociale et solidaire (CSESS), cette grille est réalisée par une trentaine d'acteurs notamment chercheurs, pouvoirs publics et acteurs de l'ESS et de l'innovation.

L'ENTREPRISE, UN ACTEUR CLÉ

Développée initialement par les entreprises sociales (ESS), l'innovation sociale constitue aujourd'hui un outil de développement économique pour les entreprises dites «classiques». Ces entreprises s'engagent de plus en plus à satisfaire les besoins de la société par la création de nouveaux produits, par la proposition de nouvelles prestations, par le développement de nouvelles stratégies de management pour fidéliser leurs salariés, mais aussi par l'élaboration de nouveaux business-modèles et par l'expérimentation de nouveaux circuits de production ou de distribution.

JM

« Les entreprises s'engagent à satisfaire les besoins de la société par la création de nouveaux produits. »

DEVENEZ MEMBRE DE RÉSEAU ENTREPRENDRE LORRAINE

PLUS DE 200 CHEFS D'ENTREPRISE
nous ont déjà rejoints
ET VOUS ?



Je suis membre de Réseau Entreprendre Lorraine depuis quelques années maintenant. J'apprends énormément en échangeant, en transmettant mes compétences à d'autres chefs d'entreprise. L'Humain est véritablement au coeur de cette association. J'encourage les entrepreneurs de mon entourage à nous rejoindre !

Enrik LAFONTAINE - Ambassadeur



PARTAGEZ VOTRE PASSION D'ENTREPRENDRE

En étant dans l'action et l'échange.



REJOIGNEZ UN MOUVEMENT SOLIDAIRE

De plus de 14000 chefs d'entreprise humanistes et investissez-vous dans l'économie locale en devenant membre de Réseau Entreprendre Lorraine.



ENRICHISSEZ-VOUS AU CONTACT DES CHEFS D'ENTREPRISE

Avec plus de 60 événements et rencontres de Réseau Entreprendre Lorraine chaque année (Lunchs, visites d'entreprises, conviviales, conférences...)



ACCOMPAGNEZ LES NOUVEAUX ENTREPRENEURS ET CEUX QUI CONNAISSENT UNE FORTE CROISSANCE

Transmettez-leur votre expérience et votre savoir-faire.



METTEZ EN AVANT VOTRE ENTREPRISE ET VOS ACTUALITES

Auprès des entrepreneurs du réseau.

POUR CRÉER DES EMPLOIS,
CRÉONS DES EMPLOYEURS



FINANCE VERTE

Un levier pour réussir la transition écologique ■

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET LES RISQUES LIÉS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE FIGURENT AUJOURD'HUI PARMİ LES PRÉOCCUPATIONS DES ENTREPRISES DE DEMAIN. EN CE SENS, LES INITIATIVES POUR VERDIR LA FINANCE ET L'ÉCONOMIE S'ACCÉLÈRENT DE PLUS EN PLUS. QUEL RÔLE POUR LES BANQUES FRANÇAISES ?



La finance verte s'inscrit dans le cadre de l'investissement responsable qui ajoute des critères environnementaux aux critères purement financiers.

La Finance verte réunit l'ensemble des opérations financières qui contribuent à l'accélération de la transition énergétique et qui favorisent la lutte contre le réchauffement climatique. Il s'agit donc pour les investisseurs de financer les projets et les entreprises qui ont des impacts positifs sur l'environnement et œuvrent pour une économie durable. Les obligations vertes et les fonds verts sont les principaux outils de cette nouvelle approche du financement des entreprises. D'ailleurs, ces liquidités vont servir à financer des projets contribuant à la transition écologique tels que les énergies renouvelables. Dans le but de soutenir l'économie durable, la finance verte privilégie les opérations financières qui prennent en compte des critères extra-financiers principalement liés à l'environnement. Ces critères regroupent l'analyse des impacts des activités des entreprises en matière d'émissions de carbone, de la protection de la biodiversité, et de gestion des déchets.

LES BANQUES, ACTEURS MAJEURS DE LA FINANCE VERTE

Les banques françaises sont entièrement mobilisées pour assurer à leurs clients l'accès aux services bancaires nécessaires à leur quotidien et pour soutenir l'économie. Aujourd'hui, elles affichent de fortes ambitions pour financer les énergies renouvelables et les activités vertes et durables. À fin 2021, les encours de financement des crédits verts et durables représentent plus de 100 Mds€, dont près de 30 Mds€ de nouveaux prêts accordés en 2021. Les banques françaises sont leaders concernant les émissions d'obligations vertes et durables. Pour 1 € investi dans la fossile, 4 € qui sont investis dans les énergies renouvelables et les activités vertes et durables. En outre, les banques françaises continuent de développer une

offre de solutions innovantes pour tous les projets verts de leurs clients ainsi que des produits d'épargne verts. Ils accompagnent leurs clients dans le désengagement des énergies polluantes et dans l'accélération du renouvelable. Cette large gamme de solutions permet à ces établissements financiers d'être présents sur tous les types de projets. «La BCE a estimé entre 330 et 350 milliards d'euros par an, pendant 10 ans, le coût de la transition écologique. Les banques peuvent accompagner la transition énergétique, mais ne peuvent pas être les seules à le faire. Aucun acteur unique ne peut le faire seul. Notre effort doit être collectif», précise Laurent Mignon, président du Directoire de Wendel dans un communiqué de la FBF. En conclusion, choisir la finance verte est devenu une nécessité afin d'accélérer la transition énergétique.

INTÉGRER LES DIMENSIONS ENVIRONNEMENTALES DANS LA FINANCE

Il est incontournable pour l'entreprise de demain de mettre en place une stratégie de finance verte. En intégrant l'élément de finance verte dans son business model, l'entreprise franchit un premier pas vers la durabilité. Il constitue également une opportunité de concilier rentabilité et impact social et environnemental. Dans le cadre de sa stratégie de finance verte, l'entreprise du futur doit également privilégier les investissements et les crédits vers la finance verte plutôt que de placer l'argent dans des projets qui ne tiennent pas en compte l'aspect environnemental et social. Il existe différents indicateurs pour mesurer les impacts environnementaux des projets financés. On citera notamment l'empreinte carbone, la part verte, l'alignement 2°C, et la NECTM. Cette dernière est une mesure avancée de l'alignement stratégique d'une activité économique avec la transition énergétique et écologique (TEE).

SM



ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Une approche novatrice pour une économie plus durable ■

DANS UN CONTEXTE OÙ L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES EST DE PLUS EN PLUS PRÉOCCUPANT, DE NOMBREUSES ENTREPRISES ONT COMMENCÉ À ADOPTER UNE APPROCHE PLUS DURABLE EN UTILISANT DES MODÈLES ÉCONOMIQUES CIRCULAIRES. CETTE APPROCHE NON SEULEMENT RÉDUIT L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL DES ENTREPRISES, MAIS ELLE PEUT ÉGALEMENT LEUR PERMETTRE DE RÉALISER DES ÉCONOMIES DE COÛTS ET D'AMÉLIORER LEUR IMAGE DE MARQUE EN TANT QU'ENTREPRISE DURABLE. DANS CET ARTICLE, NOUS ALLONS EXPLORER PLUS EN DÉTAIL CE CONCEPT D'ÉCONOMIE CIRCULAIRE.

L'économie circulaire est un concept économique novateur qui vise à réduire les déchets et à maximiser l'utilisation des ressources en les réutilisant, en les recyclant et en les régénérant. Cette approche a été développée en réponse aux défis environnementaux tels que le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution.

COMMENT RÉDUIRE SON IMPACT ENVIRONNEMENTAL ?

Les entreprises peuvent adopter une approche plus durable en utilisant des modèles économiques circulaires. Cela signifie repenser la manière dont elles conçoivent, produisent et distribuent leurs produits afin de réduire leur impact environnemental tout en créant de la valeur pour les clients et les parties prenantes. Plusieurs stratégies économiques circulaires sont à la disposition des entreprises pour réduire leur empreinte environnementale. Parmi celles-ci, la location de produits plutôt que leur vente permet aux clients d'utiliser les produits sans en devenir propriétaires, ce qui réduit la production de déchets. Les entreprises peuvent ainsi récupérer ces produits en fin de vie pour les réutiliser ou les recycler. Une autre solution consiste à concevoir des produits réutilisables, tels que des bouteilles en verre, ou à collecter des produits en fin de vie pour les réutiliser. Le recyclage est également une option intéressante qui permet d'extraire des matières premières à partir de produits en fin de vie pour en fabriquer de nouveaux, réduisant ainsi la quantité de déchets. La régénération peut également être mise en place. Cette dernière consiste à créer des produits et des systèmes qui imitent les processus naturels, afin de minimiser les déchets et de conserver les ressources. Cette approche implique l'utilisation de matériaux renou-



velables, tels que le bois, le coton biologique, le bambou, et de l'énergie renouvelable, telle que l'énergie solaire, pour produire des biens durables. Enfin, la coopération entre entreprises peut permettre de partager des ressources et d'utiliser des emballages réutilisables pour réduire la quantité de déchets produits.

ÉCONOMIE CIRCULAIRE, QUELS AVANTAGES POUR LES ENTREPRISES ?

L'économie circulaire peut offrir de nombreux avantages aux entreprises qui adoptent cette approche plus durable. Tout d'abord, elle permet de réduire les coûts de production en réutilisant les matières premières et en maximisant l'utilisation des ressources. Cela est particulièrement bénéfique pour les entreprises qui dépendent de matières premières coûteuses ou rares. En outre, l'économie circulaire permet de réduire l'impact envi-

ronnemental des activités économiques en minimisant la quantité de déchets produits. Les entreprises peuvent ainsi se conformer aux réglementations environnementales de plus en plus strictes et répondre aux attentes des clients soucieux de l'environnement. En adoptant une approche plus durable, les entreprises peuvent également améliorer leur image de marque en tant qu'entreprise responsable et soucieuse de l'environnement. Cela peut renforcer la loyauté des clients et attirer de nouveaux clients soucieux de l'environnement. De plus, l'économie circulaire peut aider les entreprises à devenir plus résilientes économiquement en réduisant leur dépendance aux matières premières coûteuses et rares. En réutilisant les matières premières et les produits en fin de vie, les entreprises peuvent également améliorer leur efficacité et leur productivité, réduisant ainsi les temps d'arrêt de production et maximisant l'utilisation des ressources disponibles.


FED



TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Les ENR : la force de nos campagnes... ■

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE AU SECOURS DE L'EXODE RURAL ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ! DANS UNE QUÊTE AU PASSAGE AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES, LA DÉMARCHE DU VILLAGE D'AMENONCOURT, DANS LE CANTON DE BLÂMONT DANS L'EST MEURTHE-ET-MOSELLAN, S'AFFICHE COMME UN CAS D'ÉCOLE À SUIVRE. SON UNITÉ DE MÉTHANISATION ET SON RÉSEAU DE CHALEUR SEMBLENT ÊTRE UNE DES VOIES À EMPRUNTER POUR FAIRE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE UN VÉRITABLE MOTEUR D'ATTRACTIVITÉ DES TERRITOIRES RURAUX.

 Elle tourne à quasi plein régime depuis août 2018, date de sa mise en fonction ! Depuis cinq ans, l'unité de méthanisation d'Amenoncourt, village dans l'Est meurthe-et-mosellan dans le canton de Blâmont au sein de la communauté de communes de Vezouze en Piémont, alimente le réseau de chaleur du village soit une trentaine de maisons individuelle. L'électricité produite est vendue et injectée dans le réseau basse tension d'EDF. La chaleur issue du moteur qui brûle le biogaz faisant tourner la génératrice d'électricité est ici valorisée en alimentant le réseau de chaleur. *«Tout est parti dès 2011 d'une réflexion de la commune de savoir comment l'on pouvait maintenir l'agriculture sur notre territoire. Les objectifs pour les agriculteurs étaient de traiter eux-mêmes leurs déchets, de les valoriser en énergie électrique en plus de leur utilisation actuelle comme engrais, et ainsi avoir une nouvelle source de revenus. La revente de l'électricité est par exemple beaucoup plus intéressante que l'agriculture biologique»*, assure Martial Martin, président de l'Association Lorraine Énergies renouvelables et conseiller municipal à Amenoncourt. *«Du point de vue de la municipalité, c'est l'occasion de pouvoir produire et fournir une énergie localement valorisée, sûre, renouvelable et bon marché afin de dynamiser le village pour accueillir de nouveau habitant et de faire augmenter les revenus des entreprises du village.»*

VOCATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Fin février, François Werner, vice-président de la Région Grand Est délégué à la transition écologique et énergétique, accompagné par Thiebaut Bagin, député de la 4e circonscrip-



Le réseau de chaleur d'Amenoncourt devrait alimenter les réflexions stratégiques de François Werner (3e en partant de la gauche), vice-président de la Région Grand Est délégué à la transition écologique et énergétique en visite sur le site fin février.



Avec son unité de méthanisation, la SAS Methanergie alimente le réseau de chaleur d'Amenoncourt grâce à la valorisation de la chaleur issue du moteur qui brûle le biogaz faisant tourner la génératrice d'électricité.

tion de Meurthe-et-Moselle s'est rendu sur le site géré par la SAS Methanergie (regroupant des agriculteurs de six fermes du territoire) sur l'invitation de Jérémie Mennesson, le président de la Fédération départementale des syndicats d'exploitation agricoles (FDSEA) de Meurthe-et-Moselle. *«C'est l'exemple typique de l'adaptation d'un écosystème local pour trouver des solutions adaptées mêlant développement économique et transition énergétique»*, constate François Werner. Cette partie de la Meurthe-et-Moselle n'est pas à son coup d'essai en matière de concept alliant transition énergétique et développement économique. La communauté de communes de Vezouze en Piémont a accueilli le parc éolien du Haut des Ailes (en 2005), premier parc éolien à participation citoyenne (une centaine d'actionnaire de quatre villages détenant 10 % du capital du parc). Elle possède aujourd'hui six méthana-

nisateurs dont quatre alimentent un réseau de chaleur à Vého, Mignéville, Barbas et Amenoncourt. Celui d'Amenoncourt est le plus complet. *«Les habitants ont une garantie de fourniture et peuvent donc en théorie supprimer les autres modes de production de chauffage et d'eau chaude. Si la méthanisation est défaillante, une chaudière collective bois peut prendre le relais»*, explique Charli Keriell, directeur technique chez Lorraine Énergies renouvelables. Dans un contexte où la flambée des prix de l'énergie apporte son lot d'inquiétudes certaine, la possibilité d'obtenir une énergie à coût moindre via ses installations ENR se veut un atout en matière d'attractivité et un moyen de lutter contre l'exode rural. *«Le réseau de chaleur a une vocation économique et sociale évidente.»* À Amenoncourt, transition énergétique et développement social et économique ne font qu'un !

Emmanuel VARRIER

Rien ne se perd... ■

Un tiers d'électricité et deux tiers d'énergie pour le réseau de chaleur ! C'est la répartition de la production opérée sur le site de méthanisation de la SAS Methanergie à Amenoncourt. 70 tonnes de déchets agricoles quotidiennes (60 tonnes de fumier, 2 tonnes de maïs et le reste d'herbe) sont nécessaires pour apporter le «carburant» nécessaire au méthaniseur. Le méthane issu de la décomposition accélérée des déchets agricoles permet la production d'électricité via un digesteur brûlant le biogaz obtenu dans un moteur thermique entraînant une génératrice électrique. La chaleur dégagée par le moteur est ici revalorisée pour alimenter le réseau de chaleur.



LES OUTILS DE L'EFFICIENCE

LES ÉVÈNEMENTS-CONFÉRENCES DU MEDEF 54



Recrutement et Pénurie de Ressources : repenser le modèle RH et s'adapter aux attentes des nouvelles générations ?

Pour vous inscrire à cet événement

Avec **Jean-José MORIN**, Groupe ADH

Jeudi 30 mars – 8h30-10h00
8 rue Alfred Kastler MAXEVILLE
sur inscription



LES OUTILS DE L'EFFICIENCE DU MEDEF 54 CONTINUENT EN AVRIL :

LES RENCONTRES DE FRANCE DE LA TRANSMISSION D'ENTREPRISE : COMBIEN VAUT MON ENTREPRISE DANS LE CONTEXTE CHAHUTE DE 2023 ?

avec 7 experts à la tribune, et un témoignage d'opportunité de croissance externe
mardi 11 avril en afterwork, Maison de l'Entreprise, sur inscription

RISQUE PRUD'HOMAL : COMMENT LE LIMITER ? LES POINTS SENSIBLES, LES ALTERNATIVES ?

avec Valérie AUBERTIN (juriste UIMM),
jeudi 13 avril en matinale, Maison de l'Entreprise, sur inscription

COMMENT APPROCHER LE DOCUMENT UNIQUE ? L'ÉVALUATION DES RISQUES PROFESSIONNELS

Une journée de formation gratuite avec le Medef 54 animée par un expert,
Mardi 25 avril de 8h30 à 16h30, Maison de l'Entreprise, sur inscription

Pour être informé(e)
des prochains événements



V E N E Z P A R L E R S O L U T I O N S A V E C L E M E D E F 5 4



ÉCONOMIE VERTE

Quels avantages pour les entreprises ? ■

DE NOS JOURS, PRÉSERVER LA TERRE AINSI QUE SES ÉCOSYSTÈMES ET SES RESSOURCES NATURELLES DEVIENT UN ENJEU MAJEUR DES SOCIÉTÉS. LES CHEFS D'ENTREPRISE S'INTÉRESSENT DE PLUS EN PLUS POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT TOUT EN S'ENGAGEANT DANS L'ÉCOLOGIE. FOCUS SUR LES AVANTAGES QUI POURRAIENT AMENER UNE ENTREPRISE À ADOPTER UNE ATTITUDE «GREEN» ?



La migration vers l'économie verte devient actuellement une nécessité pour les entreprises.

D'après l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE), l'économie verte est considérée comme «un moyen de poursuivre la croissance économique et le développement, tout en prévenant la dégradation de l'environnement, l'appauvrissement de la biodiversité et la pénurie des ressources naturelles.» Elle englobe l'ensemble des activités économiques liées à la protection de l'environnement, mais également aux énergies renouvelables et au changement climatique, et ce, d'une manière directe ou indirecte. Ce concept regroupe également les activités réalisées avec des procédés moins polluants. Les objectifs environnementaux sont généralement considérés comme conflictuels avec ceux de l'économie. D'où la nécessité de faire appel à l'économie verte afin de modifier les modes de production et de consomma-

tion, mais aussi de les rendre plus écoresponsables. D'une manière générale, les processus économiques visent souvent à minimiser les coûts de production tout en négligeant les coûts écologiques. En effet, le passage à la green economy nécessite une redéfinition des processus de production afin d'incorporer les contraintes écologiques dans les décisions industrielles.

POURQUOI DEVENIR UNE ENTREPRISE VERTE ?

Soucieux de l'image de marque de leur entreprise, les dirigeants recourent de plus en plus pour l'économie verte. En s'engageant dans l'écologie, les structures ont plus de chance pour mieux développer leur notoriété ainsi que leur visibilité. Cette démarche environnementale permet non

seulement de valoriser leur image vis-à-vis les consommateurs et les agents économiques, mais également auprès des salariés et des talents. Généralement, les employés des entreprises respectueuses de l'environnement sont plus motivés et par conséquent plus productifs. En outre, les entreprises vertes sont plus sollicitées par les jeunes talents, plaçant l'engagement social et environnemental dans leurs critères de choix de leur futur employeur. Afin de se distinguer de la concurrence, les entreprises optent pour une démarche écologique. Celle-ci leur permet d'apporter une certaine transparence sur leurs pratiques et d'améliorer la qualité de leurs produits, mais aussi de leur garantir une image de marque plus attractive. En outre, les entreprises vertes séduisent davantage les consommateurs accordant une importance à la protection de l'environnement et au changement climatique. Elles attirent également les agences gouvernementales et les organisations du secteur public privilégiant les fournisseurs engagés dans l'écologie. Par ailleurs, les entreprises écoresponsables souhaitent conquérir de nouveaux clients doivent faire connaître leurs pratiques en faveur de l'environnement via leur site internet ou leurs réseaux sociaux par exemple. En adoptant une politique RSE, les entreprises vertes réduisent leur coût sur le long terme. Ces firmes optent pour une diversité de mesures écologiques leur permettant de faire des économies, entre autres, opter pour l'éclairage naturel autant que possible, se débarrasser des ampoules à incandescence, installer des capteurs pour éteindre et allumer automatiquement la lumière, acquérir des équipements écoénergétiques, etc. En outre, elles privilégient les vidéos conférence afin de limiter les déplacements et réduire leur empreinte carbone. Les dirigeants accordant une grande importance aux pratiques écoresponsables assurent la pérennité de leurs firmes, contrairement aux entreprises polluantes, sanctionnées à la fois par les consommateurs et les gouvernements.

MH



PAROLES DE PRO

L'entrepreneuriat face aux grands défis de demain ■

DANS UN ENVIRONNEMENT EN PLEINE MUTATION MARQUÉ PAR DES ENJEUX ÉCONOMIQUES, CLIMATIQUES ET SOCIAUX, IL EST IMPÉRATIF DE RÉINVENTER NOS MANIÈRES DE CONSOMMER, DE S'ALIMENTER, DE SE DÉPLACER MAIS AUSSI NOS MANIÈRES DE FAIRE DE L'ÉCONOMIE, ET PAR CONSÉQUENT, D'ENTREPRENDRE. N'EST-IL PAS LE MOMENT D'IMAGINER UN MONDE OÙ CHAQUE ENTREPRISE POURRA PÉRENNISER SON ACTIVITÉ TOUT EN INTÉGRANT, AU CENTRE DE SES PRÉOCCUPATIONS, DES DIMENSIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES PLUS INNOVANTES ?

UNE NOUVELLE GÉNÉRATION D'ENTREPRENEURS ENGAGÉS

Les nombreux changements que nous avons traversés ont fait émerger une nouvelle génération d'entrepreneurs : des citoyens aux valeurs, motivations, objectifs et comportements très différents des générations précédentes, qui tentent ainsi d'apporter des réponses aux grands enjeux de demain. Par exemple, Initiative France, déclare que 71% des nouveaux dirigeants considèrent l'impact écologique de leur entreprise au moment de la structuration de leur projet, et pour 68% d'entre eux, ils ciblent une clientèle locale et de proximité pour dynamiser et développer les territoires.

On parle alors d'entrepreneurs engagés, qui donnent davantage de sens à leur projet en y apportant une conscience sociétale et environnementale.

En découle alors des entreprises aux modèles d'affaires nouveaux et des approches entrepreneuriales nouvelles.

UN MODÈLE D'ENTREPRISE À RÉINVENTER

La puissance de l'intelligence collective, l'importance de la responsabilité sociale et environnementale et d'éthique en affaires bousculent donc l'environnement entrepreneurial.

Ces bouleversements poussent à réinventer l'entreprise de demain en réfléchissant à un modèle économique plus responsable, humain, durable et plus cohérent avec les ressources. Ainsi, des nouveaux indicateurs extra-financiers voient le jour : une entreprise performante n'est plus uniquement une structure qui génère du bénéfice, mais bien une entreprise qui prend en compte les aspects humains et le respect de l'environnement tout autant que les résultats financiers.

Ces croyances nouvelles impulsent également des dynamiques de coopération plus importantes : associations, réseaux d'entrepreneurs, fondations, initiatives locales...

L'ESS, ACTRICE INCONTOURNABLE DES TRANSITIONS À VENIR

Pour soutenir ces alternatives à l'écosystème entrepreneurial traditionnel, la réponse pourrait se trouver au sein de l'économie sociale et solidaire (ESS). En effet, les 3 grands piliers de l'ESS (la

finalité sociale ou environnementale, la gouvernance démocratique et participative, et l'encadrement du partage de la valeur créée) favorisent déjà l'émergence de nombreux modèles économiques plus durables. Une réponse aux grands enjeux du monde entrepreneurial de demain ?

Avec 2,6 millions d'emplois, soit 10% des emplois français, l'ESS devient peu à peu un pilier de la démocratie et d'un avenir durable.

La plupart des activités économiques et sociales sont également compatibles avec les formes d'actions collectives de l'ESS. Les initiatives entrant dans le cadre de l'ESS se déploient au quotidien et permettent d'accélérer les transformations : coopératives d'usagers, associations de commerce équitable ou encore mutuelles par exemple. Les associations sont au cœur de l'engagement économique et citoyen et représentent 79% des emplois de l'ESS. Leur poids dans l'emploi peut y être particulièrement important, voir majoritaire sur certains secteurs comme l'action sociale (59.5%) et le sport et loisirs (58.1%).

Ce sont autant de raisons de faire de l'économie sociale et solidaire la norme de l'économie de demain.

UN NOUVEL ACCOMPAGNEMENT NÉCESSAIRE

Dans ce contexte favorable à des nouveaux modèles économiques, il devient incontournable d'accompagner ces entrepreneurs sur les problématiques d'utilité sociale, de modèle économique équilibré avec une mixité de ressources intégrant de la finance durable ou du mécénat, de nouveaux modes de gouvernance, de partage de la valeur... Autant de nouveaux défis à relever dans notre profession afin d'aider les porteurs de projets à pérenniser leur impact positif sur notre société. Le soutien aux innovations sociales et environnementales doit être tout aussi important et encouragé que les autres innovations.

Que vous soyez une association ou une entreprise issue de l'ESS, un accompagnement à toutes les étapes clés de votre activité est important et nécessite un réseau de conseils engagés et de confiance. L'expert-comptable demeure un acteur incontournable pour construire votre tableau de bord et vous accompagner dans le suivi de vos indicateurs financiers comme extra-financiers.

*Paul BERR,
chargé d'accompagnement et d'animation chez Yzico*



Les investissements dans la filière hydrogène accélèrent. Le nouveau fonds d'investissement Hy24 dédié à la filière hydrogène, créé il y a un an par deux fonds (Ardian et FiveT) a déjà attiré plus de 2 milliards d'euros.



Pendant que les spécialistes continuent de s'interroger sur l'efficacité de l'hydrogène comme «vecteur énergétique», force est de constater que la pile à hydrogène affiche toujours, pour le moment, un bilan énergétique médiocre, face aux batteries conventionnelles. Cela tient à la fabrication par électrolyse qui «pomperait» un quart dans le bilan énergétique global. Et, petit rappel, pour mériter le qualificatif «vert», l'hydrogène doit être produit par une électrolyse utilisant de l'électricité verte provenant de l'éolien ou de panneaux solaires ou de barrages hydrauliques : ou «décarbonée», si l'énergie provient du nucléaire.

LA PILE À HYDROGÈNE EN DÉBAT

Le bilan global de la pile H2 serait d'à peine 40 watts utiles pour 100 watts consommés en amont à la production. Certains ont soutenu qu'il fallait 4 kWh d'énergie pour délivrer 1 kWh d'hydrogène... On fait beaucoup mieux aujourd'hui. Il reste que la pile à hydrogène serait, pour l'heure, adaptée à de gros véhicules - camions, locomotives, cargos, ferries... C'est sans compter avec des optimisations ou inventions : ainsi, certains fabricants automobiles misent sur des cartouches d'hydrogène comprimé (de 10 à 20 L) extractibles...

« La pile à hydrogène n'est pas le seul mode d'utilisation de ce gaz tant prisé aujourd'hui. Les recherches avancent en vue d'utiliser l'hydrogène comme co-carburant. »

ÉNERGIE

Hydrogène vert : des avancées prometteuses ■

LA DYNAMIQUE ENCLENCHÉE PAR L'EUROPE EN FAVEUR DE L'HYDROGÈNE VERT A DES EFFETS EN FRANCE, OÙ S'ILLUSTRENT DES PIONNIERS, Y COMPRIS À L'INTERNATIONAL.

L'HYDROGÈNE COMME «E-CARBURANT»

Du reste, la pile à hydrogène n'est pas le seul mode d'utilisation de ce gaz tant prisé aujourd'hui. Les recherches avancent en vue d'utiliser l'hydrogène comme co-carburant. Citons, par exemple, la start-up lyonnaise Elyse Energy, fondée en 2020 par Falkor et Vol-V, acteurs de l'hydrogène vert et de l'économie circulaire. Elle investit 350 millions d'euros à Lacq-Orthez (Pyrénées-Atlantique) dans une usine qui produira à terme 200 000 tonnes d'e-méthanol, carburant de synthèse produit à partir d'hydrogène. Ces développements intéressent les aviateurs et les industriels du transport maritime. Autre indice : une usine de production de carburants d'aviation durables au Danemark vient d'être annoncée ce mois de février par le groupe Technip Energies. Ce dernier a emporté le contrat d'ingénierie d'Arcadia eFuels.

DES INVESTISSEMENTS SIGNIFICATIFS

C'est un fait : les investissements dans la filière hydrogène accélèrent. Le nouveau fonds d'investissement Hy24 dédié à la filière hydrogène, créé il y a un an par deux fonds - Ardian et FiveT - a déjà attiré plus de 2 milliards d'euros. À terme, la capacité d'investissements devrait totaliser 20 Mds. Les contributeurs sont notamment Axa et Allianz, Crédit Agricole, Sogecap, Amundi, Groupama, la CDC, la Caisse des dépôts du Québec, la banque japonaise JBIC... De grands groupes s'y intéressent pour des projets liés à l'hydrogène vert - dont TotalEnergies, Air Liquide et Vinci. «La moitié des fonds vient d'acteurs industriels, ce qui est très rare, et l'autre moitié d'investisseurs institutionnels. Au global, 47 % sont des sociétés françaises», a déclaré à L'Agefi, Pierre-Étienne Franc, le DG de Hy24. Hy24 a déjà investi dans trois projets dont celui des allemands H2 Mobility et Hy2Gen : ce dernier travaille à

la reconversion de centrales thermiques, dont une en France. En Espagne, le fonds a pris des parts dans le projet Hydeal, ciblant le géant de l'acier ArcelorMittal. À l'international, toujours, l'équipementier automobile français Plastic Omnium affiche ses capacités. Il vient d'annoncer la création d'une co-entreprise avec le groupe chinois Shenergy / Rein pour produire et commercialiser des systèmes de stockage d'hydrogène en Chine, à Shanghai. Des réservoirs d'hydrogène à haute pression (de type IV) seront opérationnels en 2025 et une nouvelle «méga-usine» d'une capacité de production annuelle de 60 000 réservoirs est prévue pour 2026.

UN PIPELINE D'HYDROGÈNE

Il se confirme que l'Allemagne investit également beaucoup dans la filière hydrogène (bleu et vert) : en janvier, le groupe électricien allemand RWE et le norvégien Equinor ont signé un «accord stratégique de plusieurs dizaines de milliards d'euros.» L'objectif principal est la construction d'un pipeline d'hydrogène à dimension européenne. Cet accord s'inscrit dans le contexte du plan «RePowerEU» qui privilégie l'hydrogène. La Commission européenne a déjà donné son feu vert à des dérogations permettant aux États membres de subventionner largement des projets dans la filière. Bref, l'élan est donné. La décarbonation énergétique peut accélérer.

Pierre MANGIN





PROSPECTIVES

Débriefing du CES : quoi de neuf dans le futur ? ■

VOITURE DE DEMAIN, DÉVELOPPEMENT DURABLE... AU CES (CONSUMER ELECTRONICS SHOW) DE LAS VEGAS, LES PROPOSITIONS RÉELLEMENT PORTEUSES DE CHANGEMENT CÔTOIENT LES SOLUTIONS «FEEL GOOD», RÉVÈLE UN RAPPORT RÉDIGÉ... À L'AIDE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE.



«Las Vegas n'est pas une ville faite pour prêcher la vertu. Encore moins l'écologie: il y avait quelque chose d'absurde à entendre les protestations 'vertes' de plus de 100 000 professionnels, tous venus en avion pour quatre ou cinq jours», décrit le rapport «CES report 2023», publié par Qant (newsletter tech éditée par l'intelligence artificielle) et AxiCom, agence de communication spécialisée dans les technologies. En janvier dernier, l'édition 2023 de ce salon mondial du numérique a rassemblé plus de 115 000 visiteurs et 3 320 exposants. Parmi les tendances marquantes, celle de «l'impératif soutenable», souligne le rapport. «Toutes les entreprises d'une certaine taille ont communiqué sur la date à laquelle elles atteindront le zéro émission carbone, ce qui implique une réflexion sur le ré-ingeniering des process, la green IT, les émissions des data centers. Mais cette réflexion se double d'annonces 'feel good', voire de 'green washing'», observe Jean Rognetta co-auteur du rapport, lors de sa présentation (accessible sur LinkedIn). Au CES, les entreprises ont présenté des innovations dans les domaines de la décarbonation, la réduction de la consommation d'énergie, la préservation des ressources, ou encore la réduction et le recyclage des déchets... À ce sujet, par exemple, Samsung a exposé sa démarche consistant à réutiliser des filets de pêche abandonnés en mer - et comme tels, nuisibles - pour les réincorporer dans des smartphones. Une société hollandaise, Orbisk, elle, présentait une solution potentiellement plus prometteuse en impact : une poubelle pour les professionnels de la restauration, destinée à les aider à réduire leurs déchets. Une caméra scanne les aliments jetés et enregistre différentes informations (type d'ingrédient, support de provenance...). Une autre société, française, Acwa Robotics,



AxiCom, agence de communication spécialisée dans les technologies et Qant viennent de publier le CES report 2023 suite au salon de Las Vegas de janvier dernier.

exposait un robot qui pourrait éviter bien des gaspillages en eau : autonome, l'outil peut naviguer dans les canalisations et afin d'évaluer l'état des infrastructures et identifier les sections de conduites à remplacer. Autre exemple encore, dans un autre domaine, celui de la mobilité : les pneus Metl increvables. Présentés par The Smart Tire Company, ils ont gagné deux prix : Sustainability, Éco-Design & Smart Energy et Vehicle Tech & Advanced Mobility.

VOITURE ÉMOTIONNELLE ET JOURNALISTE ROBOT ?

La «mobilité incertaine» figure aussi parmi les tendances majeures identifiées par le rapport. Car le CES est devenu le «salon de la nouvelle auto», explique Jean Rognetta. Mais pour lui, cette édition laisse un sentiment de «déjà vu. (...) Chaque année, on décale l'arrivée du véhicule autonome de deux ans...» Les véritables changements ? Ils sont du côté des «Software-defined véhicules», où la valeur ajoutée se concentre dans la partie logicielle, sans cesse accrue, et du basculement dans le tout électrique... rollers compris (à 25 km/h) : c'est ce que proposait AtmosGear, une start-up française. Côté constructeurs, Mercedes-Benz présentait une infrastructure mondiale de recharge à haute puissance et Peugeot un nouveau concept car électrique. Celui de BMW s'appelait

«i Vision Dee» (comme Digital emotional experience). Le véhicule est supposé offrir une «expérience émotionnelle numérique.» Il est par exemple équipée d'un affichage tête haute qui s'étend sur toute la largeur du pare-brise associé à un dispositif de réalité mixte, pour servir de commande centrale du véhicule. Sa carrosserie peut changer de couleur (32 options). Les possibles ouverts par l'IA, intelligence artificielle, étaient également présents au CES. Et le rapport de Qant en donne une illustration concrète. En effet, «il a été écrit non pas par, mais avec des robots», explique Jean Rognetta. Il s'agit de ChatGPT et DaVinci3 (GPT 3.5) pour les textes, Stable Diffusion, Dall-E et Midjourney pour les illustrations. Concrètement, «le robot est très utile pour rédiger des fiches. Il est capable de résumer une très grande quantité de données. Toutefois, il n'est pas en mesure de réaliser une synthèse», explique Maurice de Rambuteau, co-auteur du rapport. L'intelligence artificielle va-t-elle faire disparaître le travail journalistique ? «Je n'y crois pas un instant. Les robots seuls ne sont pas capables de produire des articles. Il existe une part non robotisable du travail journalistique», estime Jean Rognetta. En revanche, le métier promet de se transformer : à la capacité de hiérarchiser l'information, de la vérifier, et de réaliser des choix éditoriaux, va s'ajouter celle d'obtenir des robots des informations utiles...

Anne DAUBRÉE